



EUROPEAN FEDERATION OF EMPLOYEE SHAREOWNERSHIP

**Madame Pervenche Berès
Présidente de la Commission de
l'Emploi et des Affaires sociales
Parlement européen
Bât. Altiero Spinelli - 14G206
60, rue Wiertz
B-1047 Bruxelles**

Le 14 mai 2012

Madame la Présidente,

Nous ne saurions assez vous remercier pour l'aide que vous nous avez apportée ces derniers mois et qui a permis d'organiser avec succès la réunion publique du 22 mars dernier au Parlement.

Comme suite à nos contacts, nous vous confirmons ici officiellement la demande que nous vous adressons, celle de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour faire aboutir dans le meilleur délai la proposition budgétaire suivante:

"Une nouvelle ligne budgétaire 04.03.03.04 devrait être introduite dans le budget de l'UE, pour un montant annuel de 2.5 millions d'Euro, pour l'installation et le financement d'un centre et d'un programme pour l'actionnariat salarié (Employee Ownership Center and Program) dans chaque état membre, pour organiser information, éducation et promotion des pratiques d'actionnariat salarié."

A titre complémentaire, vous trouvez ci-joint l'exposé de cette proposition et de ses principales motivations, en français et en anglais, telles qu'elles ont été rendues publiques lors de la réunion du 22 mars.

Bien entendu, nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Entre-temps, veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations respectueuses.

**Marc Mathieu
Secrétaire général**

ACTIONNARIAT SALARIE ET PARTICIPATION FINANCIERE

Le 6 mars 2012

PROPOSITION BUDGETAIRE

Une nouvelle ligne budgétaire 04.03.03.04 devrait être introduite dans le budget de l'UE, pour un montant annuel de 2.5 millions d'Euro, pour l'installation et le financement d'un centre et d'un programme pour l'actionnariat salarié (Employee Ownership Center and Program) dans chaque état membre, pour organiser information, éducation et promotion des pratiques d'actionnariat salarié. Cette proposition émane de la Fédération Européenne de l'Actionnariat Salarié.

MOTIVATIONS

- 1. Information et éducation sont clairement les points clés dans ce domaine.**
Au cours des dix dernières années, l'actionnariat salarié s'est fortement développé dans les entreprises européennes: 83% des grandes entreprises ont à présent des plans d'actionnariat salarié contre 40% seulement dix ans auparavant. Ces plans s'offrent de plus en plus fréquemment à l'ensemble des salariés d'entreprises et non seulement à quelques-uns. De la sorte, l'actionnariat salarié occupe aujourd'hui une position stratégique, de référence ou de contrôle dans plus de 27% des grandes entreprises européennes. Cependant les freins et les obstacles restent nombreux et ils sont sources de discriminations et de mauvaise gouvernance dans les entreprises. Plusieurs pays demeurent réticents, mal informés et restent en panne de législations adaptées. C'est particulièrement le cas des pays du Sud ainsi qu'en Europe centrale et orientale. La conséquence est que le taux de démocratisation de l'actionnariat salarié diverge de plus en plus entre pays européens (voir graphique ci-joint).
- 2. Le Comité Economique et Social Européen a mené une discussion approfondie** sur le thème de la participation financière des salariés, qui s'est conclue par son Avis d'Initiative SOC 371 sur la Participation Financière des Employés en Europe, le 21 octobre 2010. Dans son Avis, le CESE appelle les institutions européennes et les gouvernements à une nouvelle initiative dans ce domaine, **appuyée sur une ligne budgétaire spécifique dans le budget de l'UE.**
- 3. Une décision dans ce sens avait une première fois été prise en 1999.**
A cette époque, le Parlement avait décidé d'adjoindre un troisième sous-programme pour la participation financière des employés (PFE), à côté des sous-programmes pour le Dialogue Social et pour les Relations Industrielles, au sein de la ligne budgétaire B3-4000. Durant les discussions, le Parlement avait envisagé un montant de l'ordre de 2 millions d'Euro par an pour ce nouveau sous-programme. Par la suite, un quatrième sous-programme s'est ajouté en 2000, pour la Responsabilité Sociale des Entreprises. Plus tard, le sous-programme PFE a été déplacé de la ligne B3-4000 à la ligne 04.04.01.03 puis à la ligne 04.03.03.01.
Le fait est que le sous-programme PFE a été constamment relégué par rapport aux autres et on est resté très en-deçà des 2 millions d'Euro prévus initialement (voir tableau ci-joint).
- 4. L'adoption d'une ligne budgétaire spécifique au lieu d'un simple sous-programme** exprimera la volonté d'accorder plus d'attention et de transparence à l'actionnariat salarié et à la participation financière.

Marc Mathieu

Secrétaire Général

FEAS - Fédération Européenne de l'Actionnariat Salarié

EFES - European Federation of Employee Share Ownership

Avenue Voltaire 135, B-1030 Bruxelles, Tel/fax: +32 (0)2 242 64 30

E-mail: efes@efesonline.org Internet: www.efesonline.org

La FEAS est l'organisation-coupe qui groupe les actionnaires salariés, les entreprises et toutes les personnes, les syndicats, les experts, les chercheurs et autres intéressés à la promotion de l'actionnariat salarié et la participation en Europe.

EMPLOYEE OWNERSHIP AND FINANCIAL PARTICIPATION

March 6, 2012

BUDGET PROPOSAL

A new budget heading 04.03.03.04 should be introduced in the EU budget, with 2.5 million Euro going annually for setting up and funding an Employee Ownership Centre and Program in each member state, delivering information, education and promoting employee ownership practices. This is our proposal as the European Federation of Employee Share Ownership (EFES).

WHY?

- 1. Information and education are clearly the key points in this matter.**
It is a fact that employee share ownership developed strongly among European companies during the last decade. 83% of all large companies have employee share plans now, compared to only 40% ten years ago. In most cases, such plans are now designed for all employees rather than just for a small number. This way, employee ownership is now in a strategic, determining or controlling position in more than 27% of all largest European companies. However, the brakes and obstacles are still strong and they are sources of discrimination and poor governance in companies. Some countries remain reluctant, lacking of information and of appropriate legislation. This is particularly true in the South of Europe and in Central and Eastern European countries. As a consequence, the democratization ratio of employee ownership appears to be more and more divergent between European countries (see graph in appendix).
- 2. The European Economic and Social Committee had a deep discussion** about employee financial participation, leading to its Own-Initiative Opinion SOC 371 on Employee Financial Participation in Europe, on October 21, 2010. In its opinion, the EESC calls on the European institutions and governments for a renewed initiative in this matter **"supported by the EU budget through a dedicated budget heading"**.
- 3. A first decision was already taken in this sense in 1999.**
At this time, the Parliament decided to add a third sub-program for employee financial participation (EFP), beside the sub-programs dedicated to Social Dialogue and to Industrial Relations within budget line B3-4000. During the discussions within the Parliament, it was said that some 2 million Euro should go to this new sub-program annually. In addition, a fourth sub-program appeared in 2000, for Corporate Social Responsibility. The sub-program for EFP was later moved from heading B3-4000 to headings 04.04.01.03 and later again to 04.03.03.01.
The fact is that sub-program EFP was continuously discriminated compared to other ones and the 2 million Euro were never duly allocated (see table in appendix).
- 4. A well dedicated budget heading in place of just a sub-program** will express the will to pay higher attention and transparency to employee ownership and financial participation.

Marc Mathieu
Secretary General
EFES - European Federation of Employee Share Ownership
Avenue Voltaire 135, B-1030 Brussels
Tel/fax: +32 (0)2 242 64 30
E-mail: efes@efesonline.org
Web site: www.efesonline.org

The EFES' objective is to act as the umbrella organization of employee owners, companies and all persons, trade unions, experts, researchers, institutions looking to promote employee ownership and participation in Europe.



